



## **ALLIANCE DES MAIRES ET RESPONSABLES MUNICIPAUX SUR LE VIH/SIDA EN AFRIQUE**

### **RAPPORT DU COORDINATEUR DE L'ALLIANCE, M. AYEBI GILBERT MANOUAN A LA 5eme ASSEMBLEE GENERALE 10 Août 2010**

Vos Grâces mes collègues Maires et Responsables Municipaux, Membres de l'Alliance,  
Coordinateurs Nationaux d'AMICAALL  
Secrétaire Exécutif de l'Alliance et le personnel  
Collègues et amis, tous et chacun

Il a été pour moi un privilège de vous servir en tant Coordinateur de l'Alliance pour les trois dernières années. J'ai été honoré d'être chargé de cette responsabilité que j'ai accepté avec humilité et diligence, déterminé à atteindre les objectifs de notre noble organisation.

En ce moment propice, le plaisir est pour moi, au nom du Comité de Coordination de présenter le rapport du Coordinateur à notre cinquième Assemblée Générale, selon notre constitution.

L'Alliance, comme toute organisation dynamique, est sans cesse dans un processus d'apprentissage, d'évolution et de maturation. Nous avons commencé cette période triennale en sortant d'une période difficile et même décourageante de la vie de l'Alliance. Cependant, les trois dernières années, non sans certaines difficultés inhérentes, ont vu des avancées importantes et de nombreux changements pour le meilleur – dans l'ensemble, je crois une période de succès des opérations dans la poursuite de notre objectif global d'éradiquer le VIH/SIDA et de réduire les impacts sociaux et économiques de l'épidémie sur nos collectivités.

Permettez-moi de commencer par nous ramener au début de cette période triennale. La revue à mi-parcours effectuée en 2007/08 a été pour l'Alliance, l'occasion de réfléchir sur ses opérations, entraînant ainsi une plus grande attention accordée à la rationalisation de la façon dont l'organisation fait ses affaires. Le résultat le plus important de cet exercice de réflexion a été l'élaboration d'un plan stratégique prospectif pour guider l'organisation pour les cinq années qui ont suivi. Je suis heureux d'annoncer que ce plan stratégique est le résultat d'une analyse complète des réalisations et des lacunes de l'organisation fondée sur le rapport de la revue, les contributions des membres, l'orientation actuelle des partenaires de développement et les systèmes de gouvernement local dans les pays membres - tous sous-tendus par le mandat de l'Alliance. Le résultat est un document source contenant six objectifs stratégiques dont nous devons travailler à la réalisation et contre lesquelles la performance de l'Alliance peut être évaluée.

Il est essentiel, dans un environnement au sein duquel nous exerçons nos activités, que l'Alliance puisse montrer des preuves de réalisations tangibles et l'impact de notre travail. L'importance de revoir constamment ce que nous faisons, en appliquant des cadres robustes de suivi et évaluation et en apprenant de nos expériences collectives ne peut pas être sous-estimée. Le Secrétariat examine la gestion du rendement et des systèmes de suivi et évaluation à la fois pour ses opérations internes et ses programmes, et ce travail sera intensifié dans un proche avenir.

D'autres questions clés qui se dégagent de la revue étaient les communications de l'Alliance et la mobilisation des ressources.

Un vaste exercice a été entrepris dans le but d'améliorer nos communications internes et externes, renforcer la gestion des relations et le renforcement des partenariats. Une série d'enquêtes ont été

menées impliquant un large éventail de parties prenantes, se concentrant sur les moyens de communication et la façon d'améliorer les relations à plusieurs niveaux. Les résultats de cette analyse étaient une stratégie de communication et de plaidoyer, et un programme de gestion des relations. Ces initiatives ont débouché sur la mise à jour du profil de l'Alliance qui a été largement distribuée - une initiative de promotion utile, et sur l'amélioration de l'image de marque. Nos publications régulières, le lettre d'information trimestrielle de l'Alliance et le bulletin électronique, ont continué à croître tant sur le fond que sur la distribution. La lettre d'information, qui est distribué à un large éventail de parties prenantes - gouvernements nationaux et locaux, les associations nationales des collectivités locales, les partenaires de développement, d'autres organisations de VIH/SIDA, les ONG - a été un outil précieux de diffusion de l'information et de plaidoyer. Le bulletin électronique est notre canal de communication interne et fournit des mises à jour régulières sur les activités aux niveaux du Secrétariat et des branches nationales, ainsi que des articles sur des questions contemporaines liées au mandat de l'Alliance. Les rapports annuels sont également un moyen de communication utile, car ils rassemblent des informations sur tous les programmes mis en œuvre par le réseau de l'Alliance. Le site Web réaménagé de l'Alliance que nous avons vu cette semaine, est un crédit à l'organisation et fournira une source d'information amélioré et régulièrement mis à jour sur nos activités. L'utilisation du nouveau site web pour une meilleure communication est également envisagée. Je tiens à féliciter l'équipe des communications du Secrétariat pour leurs efforts en nous apportant des mises à jour fréquentes et de qualité sur une gamme d'activités. L'efficacité de la stratégie des communications de l'Alliance sera évaluée sur une base continue et révisée au besoin.

Toutefois, la force et l'efficacité de notre stratégie de communication et de relations est fortement dépendante de la coopération des membres de l'Alliance. L'importance de ces composantes de nos activités est très claire - nous devons être en mesure de promouvoir et de défendre notre organisation à différents niveaux et pour ce faire nous avons besoin d'informations concernant, par exemple les programmes des branches nationales, les succès et l'apprentissage. Cela est essentiel pour que l'Alliance remplisse ses mandats eu égard à la diffusion de l'information et au plaidoyer, en particulier ceux destinés aux partenaires de développement. Je félicite les membres pour leur soutien à cet égard, mais comme d'habitude il y a place pour amélioration. J'encourage les membres à maintenir les voies de communication régulières avec le Secrétariat.

Alors que nous sommes sur le thème du plaidoyer, des opportunités ont été saisies depuis notre dernière rencontre pour assister à plusieurs réunions régionales et internationales afin de promouvoir le travail des collectivités locales africaines pour répondre aux impacts du VIH/SIDA sur leurs communautés. Il s'agit notamment de:

- Forum des Collectivités Locales de l'Organisation des Nations Unies pour le Développement qui s'est tenu à New York, où j'ai présenté un exposé sur le rôle du gouvernement local dans la réponse au VIH/SIDA et les programmes AMICAALL.
- 1<sup>er</sup> congrès ordinaire des Villes et Gouvernements Locaux Unis d'Afrique à Accra, au Ghana, où le VIH/SIDA et l'AMICAALL figurés en bonne place sur le programme, avec une présentation sur le genre et le VIH/SIDA faite par Fisho Mwale au nom de l'AMICAALL. La présence de l'Alliance a également suscité beaucoup d'intérêt des pays africains d'en savoir plus sur notre travail et de s'impliquer.
- le 6<sup>ème</sup> Forum de l'Alliance Mondiale des Villes contre la Pauvreté à Athènes, en Grèce, qui a porté sur une feuille de route pour réaliser les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), auquel le Maire Kisauji et moi avons assisté. Des présentations ont été faites sur la féminisation de l'épidémie de VIH/SIDA et le VIH et la gouvernance locale. Nos efforts de plaidoyer ont eu comme résultat, l'inclusion de la collectivité locale en tant

que partenaire clé dans les programmes visant à atteindre l'ODD 6 (Combattre le VIH/SIDA, le paludisme et autres maladies).

- le 7ème Forum de l'Alliance Mondiale des Villes contre la Pauvreté à Rotterdam, aux Pays-Bas, auquel j'ai assisté et présenté comme un membre du panel sur le thème des Groupes Vulnérables et la Pauvreté. L'accent était mis sur comment faire face à la crise économique mondiale et aux catastrophes naturelles collectivement, et travailler ensemble pour mettre fin à la pauvreté. Ce fut également un événement de réseautage utile.

Passons maintenant à la deuxième question essentielle qui ressort de l'examen à mi-parcours, celui de la mobilisation des ressources. Les ressources de l'Alliance sont nombreuses et variées, principalement l'engagement des membres, mais y compris les partenariats stratégiques, l'assistance technique et l'argent bien sûr. Compte tenu de la nécessité d'une approche stratégique de mobilisation des ressources, l'Alliance a élaboré un cadre fondé sur une évaluation des efforts actuels, les approches contemporaines de partenaires au développement, les carences et besoins identifiés. Ce cadre comprend une liste de suivi du financement, une base de données des donateurs, une stratégie de collecte de fonds et un guide de mobilisation des ressources.

Un facteur clé dans cette analyse était que le partenaire technique le plus actif de l'Alliance depuis sa création, le Programme de Partenariat ONU-AMICAALL (UNAPP) a achevé son mandat en avril 2008. UNAPP avait travaillé en étroite collaboration avec l'Alliance pour près de dix ans, et sans son soutien technique et de mobilisation des ressources, l'organisation ne se serait pas développée au point elle se trouve aujourd'hui. En saluant avec reconnaissance cette aide, je dois aussi reconnaître les efforts remarquables de l'ancien directeur de l'UNAPP, Mina Mauerstein-Bail. Avec les «Pères fondateurs» de l'Alliance, Mina a été des nôtres depuis l'établissement de l'organisation et peut être crédité de beaucoup de premières réalisations dans les domaines de la stratégie de développement, du partenariat, de l'élaboration des programmes, des communications et «d'appui». Nous reconnaissons la ténacité de Mina, l'engagement, la capacité et la passion, et nous sommes reconnaissants du fait que, bien que l'UNAPP ait fermé ses portes, Mina continue à soutenir volontairement l'Alliance. Malheureusement Mina est incapable de nous rejoindre à notre Assemblée générale, mais je suis sûr que je transmets les sentiments des membres quand j'exprime notre profonde gratitude à Mina et son équipe de l'UNAPP pour tout le soutien pendant plusieurs années.

Cependant quand une occasion passe, une autre se présente. Grâce au travail de notre secrétaire exécutif, le vide laissé par l'UNAPP a été rempli par le développement d'un partenariat stratégique avec les services de bénévolat à l'étranger (VSO) de la Namibie. Grâce à ce partenariat, des volontaires expérimentés ayant des compétences dans les domaines des ressources humaines, du marketing, des communications et de la collecte de fonds, sont basés à temps plein au sein du Secrétariat; ce qui permet une interaction et un engagement réguliers avec le personnel de l'Alliance et les branches de l'AMICAALL. Cela a permis le transfert de compétences et le renforcement des capacités dans les domaines d'intérêts respectifs.

En outre, le partenariat récemment établi avec le Secrétariat du Commonwealth, avec comme résultat la mise en place d'un conseiller technique régional au sein du Secrétariat pour les deux ans, permettra également d'améliorer la capacité du Secrétariat, d'aider les branches nationales et d'améliorer la gestion des connaissances.

Nous sommes conscients que le financement des programmes internationaux de développement est plus serré et plus compétitif de nos jours, ce qui signifie que nous devons être plus créatifs, nous assurer que notre travail demeure pertinent et montrer une réelle valeur pour l'argent dans nos efforts de mobilisation des ressources. Plusieurs des propositions formelles de soutien financier pour les opérations du Secrétariat et les programmes nationaux d'AMICAALL ont été présentées au cours

de la période. Bien que nous ayons eu un succès limité jusqu'à présent, les réactions ont été positives et l'Alliance est de plus en plus connue. Toutefois, établir et maintenir des relations de travail avec les donateurs et les partenaires au développement est l'une des stratégies les plus efficaces. Dans cet esprit, dans le cadre de nos réunions statutaires et autres de cette année, un Forum des Donateurs/Partenaires au développement a eu lieu le vendredi. Le but était d'établir une plate-forme de discussion avec de potentiels partenaires au développement et de s'engager avec eux sur les domaines où nous pouvons éventuellement travailler ensemble. Bien que tous les partenaires attendus ne se soient pas présentés, le résultat de ce Forum a été très positif. Ce fut l'occasion d'introduire l'Alliance et de fournir des informations sur notre histoire, le but et les structures qui nous régissent, ainsi que notre approche stratégique et la variété des travaux menés au niveau local dans nos pays membres. Les partenaires présents ont indiqué qu'ils souhaitaient rester en contact, et le Secrétariat fera le suivi avec les partenaires qui ont participé ainsi que ceux qui n'ont pas pu le faire, mais ont manifesté leur intérêt.

En ce qui concerne notre situation financière actuelle, comme vous pourriez le savoir, notre principal donateur qui a soutenu le Secrétariat et les activités du programme pour les six dernières années a été le gouvernement des Pays-Bas. Ce financement a permis au Secrétariat de fonctionner, aux réunions statutaires et autres d'être tenues, aux activités de plaidoyer et de communication de prendre place et au financement pour soutenir les programmes nationaux d'AMICAALL être avancé. Toutefois, en termes de notre accord, ce programme se terminera à la fin de cette année. Au nom de tous les membres de l'Alliance, je tiens à exprimer nos sincères remerciements aux Pays-Bas pour leur soutien de manière exhaustive, en particulier pendant des moments très difficiles.

En plus de nos donateurs, l'Alliance a établi des partenariats stratégiques avec d'autres organisations ayant des vues similaires pour poursuivre des valeurs et des objectifs communs. Il s'agit notamment, comme mentionné du VSO et du Secrétariat du Commonwealth pour l'assistance technique; le PNUD pour l'assistance avec les programmes nationaux; de l'ONUSIDA pour l'assistance en suivi et évaluation, et de notre partenariats en cours avec CGLUA et l'Alliance Mondiale des Villes Contre la Pauvreté. Nous sommes également heureux d'avoir entamé des négociations sur le travail avec l'Union africaine, l'Organisation des Premières Dames d'Afrique contre le VIH/SIDA et le Forum des Collectivités Locales du Commonwealth. Je suis convaincu que de nouvelles relations de travail seront mises en place au fil du temps en raison du Forum des Donateurs/Partenaires au développement.

Nous devons cependant examiner sérieusement nos options de financement pour l'avenir dans l'intérêt de la durabilité de l'organisation et de nos programmes nationaux. Le Secrétariat a fait preuve de diligence dans la poursuite d'options de mobilisation des ressources. En outre, le Comité de coordination a délibéré longuement sur cette question cruciale et a décidé par exemple que pour les besoins de durabilité, les branches devraient considérer le financement de leurs représentants aux différentes réunions de l'Alliance. Le Comité a également confirmé son soutien au Secrétariat dans les efforts de mobilisation des ressources et les membres ont déjà identifié les options possibles à poursuivre dans le développement communautaire et le secteur privé.

Pendant que nous sommes sur le sujet des finances, la question du paiement des frais d'adhésion est continuellement à l'ordre du jour. Vous vous souviendrez que le Comité de coordination en 2007 avait décidé de radier les arriérés de paiement sur la disposition que le strict respect du paiement des frais d'adhésion allait suivre à l'avenir. En dehors du fait qu'elles complètent les frais de fonctionnement du secrétariat et en particulier les dépenses essentielles du personnel, les cotisations sont un engagement symbolique des membres de l'organisation, et j'encourage tous les membres à s'acquitter de cette obligation. Le Comité de coordination lors de notre réunion d'hier a

décidé que tous les membres qui n'ont pas payé leurs cotisations, doivent le faire en Décembre de cette année au plus tard.

Une question qui est régulièrement posée à l'Alliance concerne notre couverture d'adhésion. À l'heure actuelle, nous avons treize pays membres, même si présentement, dix branches nationales d'AMICAALL seulement sont actives. Nous sommes toutefois encouragés par le regain d'intérêt de notre hôte, l'Afrique du Sud et donnons notre plein appui à la branche sud-africaine. Nous sommes également dans l'attente que, avec le retour à la démocratie et des élections locales au Malawi plus tard cette année, AMICAALL Malawi sera ravivée, et l'Alliance va travailler dur dans ce sens.

Néanmoins, notre couverture est bien en deçà du nombre de pays du continent africain. Cela peut constituer une menace pour la bonne gouvernance et notre légitimité en tant qu'organisation africaine. Cela signifie aussi que nous ne sommes pas entrain de remplir pleinement notre mandat en termes de la Déclaration d'Abidjan. Il est essentiel que le VIH/SIDA demeure fermement à l'ordre du jour des collectivités locales en Afrique. Sur le côté positif, les expressions d'intérêt pour en apprendre davantage sur l'Alliance sont venues du Bénin, de la République Démocratique du Congo, du Guinée-Bissau, du Togo, du Ghana, du Mozambique, du Nigeria, du Rwanda, de la Sierra Leone et du Zimbabwe. Nous devons élaborer un plan concret pour élargir la composition de l'organisation et peut-être au besoin, revoir nos processus de composition actuelle. Le dilemme est que nous devons aussi être conscients que nous ne devrions pas avoir des membres de nom; il doit y avoir d'importants programmes accompagnant l'adhésion à l'Alliance, ainsi qu'un engagement politique clair. Le Comité de coordination a examiné cette question et renforcé que l'adhésion à l'Alliance est ouverte à tous les pays d'Afrique. Même si les pays ont la volonté de mettre en œuvre des programmes locaux de VIH/SIDA, l'Alliance devrait être disponible, car on peut faire beaucoup avec peu de fonds et bâtir davantage sur le temps.

Dans cette même optique, je suis heureux d'annoncer que l'Alliance a signé un protocole d'entente avec les Cités et Gouvernements Locaux Unis d'Afrique (CGLUA) lors de notre réunion du Comité de coordination tenue en Octobre 2008. Il s'agit d'un important partenariat stratégique compte tenu de la portée du mandat des CGLUA et des synergies entre nos deux organisations. Un plan de travail pour traduire les objectifs du protocole en actions a été élaboré et présenté à la direction des CGLUA. L'Alliance est déterminée à poursuivre ce partenariat, indépendamment de la dynamique actuelle au sein des CGLUA. Les réponses des collectivités locales contre le HIV/SIDA doivent transcender toute la politique et je suis persuadé que les différences peuvent être résolues à court terme afin que les CGLUA puissent exercer leur mandat de construction de l'unité, de représenter et renforcer la visibilité de l'institution de l'administration locale sur le continent.

Dans toute organisation comme la nôtre, quelle que notre engagement en tant qu'hommes politiques, sans une administration compétente et de soutien, nous ne serons pas en mesure d'atteindre nos objectifs. Comme mentionné précédemment, il y avait un besoin identifié de renforcer l'administration, les mécanismes programmatiques et de coordination au Secrétariat de l'Alliance, et des progrès significatifs ont été accomplis à cet égard. Le plan stratégique est mis en œuvre avec certains secteurs d'activités clés déjà atteints; notre Secrétaire exécutif vous en dira plus à ce propos dans son rapport. Les exigences constitutionnelles et contractuelles, y compris la soumission d'états financiers annuels vérifiés, les rapports aux donateurs, la revue à mi-parcours et la conduite des réunions, ont toutes été satisfaites. Le Secrétariat a également élaboré une stratégie de gestion du rendement qui est mis en œuvre.

Les réunions statutaires et autres qui constituent le processus de gouvernance important de l'Alliance ont eu lieu selon les besoins. Les réunions des coordinateurs nationaux ont été particulièrement utiles pour recueillir des informations sur le travail des branches et évaluer le

rendement de l'organisation par rapport aux cibles contenues dans le plan stratégique. Ces apports ont également influencé la révision du plan stratégique. Le comité technique permanent a délibéré sur les rapports du programme, la revue à mi-parcours et le plan stratégique 2009-2014. Le Comité de coordination a consacré sa toute réunion de 2008 à examiner et approuver le nouveau plan stratégique. J'exprime ma gratitude aux membres du Comité de coordination et du Comité technique permanent pour leur précieuse contribution à la gouvernance de l'Alliance au cours des trois dernières années.

Comme je l'ai mentionné dans mon introduction, l'Alliance est une organisation en pleine évolution, et le Secrétariat est essentiel à la viabilité de l'organisation. Il est de la compétence de la structure de gouvernance assurer que le Secrétariat continue à remplir son rôle et son but de façon efficace. Le Comité de coordination continue de délibérer sur cette question importante pour assurer que le Secrétariat continue à fournir ce qui est important et à répondre aux attentes de tous les membres.

Au nom des membres, je tiens à féliciter le Secrétaire exécutif, Ayanda Nabe, pour sa capacité, son engagement et son dévouement à l'Alliance. Ayanda a fait face à une tâche complexe dans la relance de l'organisation à la suite de la mauvaise gestion de son prédécesseur, mais elle s'est occupée de ses fonctions avec compétence et sérénité. Un travail bien fait.

L'Alliance a un rôle particulier de coordination, mais c'est au niveau de la branche nationale que le réel travail, le travail sur terrain est fait. Notre Secrétaire exécutif rendra compte plus en détail sur le travail au niveau de la branche, mais je tiens à exprimer ma reconnaissance à tous les présidents des branches nationales, les coordinateurs nationaux et leur personnel, les responsables élus des autorités locales et leur personnel, la gamme de partenaires locaux, les communautés et les supporteurs pour leur travail acharné. Que ce soit les répertoires de services VIH/SIDA en Zambie, au Burkina Faso et au Cameroun, les programmes visant à faire participer les dirigeants traditionnels au Kenya, les conversations communautaires au Mali et en Namibie ou le soutien apporté aux personnes et aux communautés locales affectées par le VIH / SIDA au Swaziland, la gamme d'activités de programme menées par nos branches est admirable. Je crois que les résultats les plus visibles et les importants de ces activités se rapportent au renforcement des capacités des élus locaux à comprendre et à traiter d'une manière significative les impacts socio-économiques du VIH/SIDA sur leurs communautés. Je vous remercie tous.

Comme nous entrons dans notre cinquième Assemblée Générale, j'espère que tous les membres profiteront de cette occasion, qui n'est disponible pour nous que tous les trois ans, d'apporter des contributions afin de nous assurer que nous avons l'organisation la plus efficace possible. En particulier, nous allons examiner les amendements proposés à la Constitution de l'Alliance, la première fois que cela a été fait depuis que l'actuelle Constitution a été adoptée il ya huit ans. L'occasion pour nous assurer que nos documents fondateurs répondent aux besoins changeants de l'Alliance ne doit pas être gaspillée. Je vous souhaite une réunion fructueuse et des délibérations productives.

En conclusion, je tiens à réaffirmer qu'une organisation telle que l'Alliance n'est qu'aussi forte que ses membres. Je nous rappelle à tous que l'alliance est fondée sur notre solidarité collective, notre volonté et notre détermination à travailler ensemble pour réagir vigoureusement contre le VIH et le développement local. Allons de l'avant vers de plus grands succès dans les années à venir.

Merci.